

Service Prévention des Risques Environnementaux
Secteur Industrie Agro-Alimentaire
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 28/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



STATION D'EPURATION DES LANDES D'IFFLET

Les Landes d'Ifflet
22230 TREMOREL

Code AIOT : 0005503343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 à la STATION D'EPURATION DES LANDES D'IFFLET implantée au lieu-dit Les Landes D'Ifflet à TREMOREL (22230). L'inspection a été annoncée le 15/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection intervient dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC 2022). Cette action s'inscrit également dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2022 par instruction ministérielle du 22 décembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION D'EPURATION DES LANDES D'IFFLET
- LES LANDES D IFFLET 22230 TREMOREL
- Code AIOT : 0005503343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La station d'épuration collective des Landes d'Ifflet à Trémorrel est autorisée au titre des ICPE pour la rubrique n°2750 (Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation), par l'arrêté préfectoral modificatif du 25 juin 1999 modifié le 22/05/2006.

La STEP collecte aujourd'hui les effluents non domestiques de la zone d'activité des Landes d'Ifflet à Trémoré et plus particulièrement de six établissements suivants: Kervalis Armor, Lait'Sprit d'Ethique, Lavage Industriel Plastique (LIP), Trémoré Conditionnement, le transporteur Olano et la station de lavage Les Trois Moineaux.

De manière synthétique, le traitement par boues activées fonctionne autour:

- d'un prétraitement avec les installations de dégrilleur, dégraisseur, dessableur;
- d'un traitement biologique équipé d'un bassin anoxie, d'un bassin d'aération, de fosses de dégazage, de flottants, d'un silo à chaux éteinte, d'une cuve de méthanol et d'un clarificateur;
- d'un poste de réchauffement et d'une fosse pour réinjection d'une partie des eaux traitées pour réutilisation chez Kervalis;
- des installations de traitement des boues (silo à boues, table d'égouttage);
- de 7 lagunes de stockages et d'un canal de mesure avant rejet des eaux traitées dans le milieu naturel (rue du Muel).

Dans le cadre du projet de développement de la zone d'activité, Loudéac Communauté Centre Bretagne en charge de l'exploitation de la station souhaite revoir l'étude d'incidence de l'acceptabilité des rejets dans le milieu naturel.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- respect des exigences réglementaires en matière de rejet aqueux (programme de surveillance, autosurveillance, transmission des résultats, mise en oeuvre des contrôles de recalage)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 1	/	Sans objet
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II	/	Sans objet
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
6	Fréquence de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
7	Respect VLE	Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4.6.1	/	Sans objet
8	Surveillance eaux de surface	Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4.9.4	/	Sans objet
9	Transmission GIDAF	Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4.9.1	/	Sans objet
11	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
12	Capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Points de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
10	Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que :

- la situation administrative au regard de la nomenclature ICPE n'est pas en adéquation avec le fonctionnement du site (absence de rubrique n°3710);
- la présence de dépassements ponctuels des valeurs limites d'émissions en concentration et flux d'azote et de phosphore, nécessitant une analyse des causes approfondies et la mise en place de solutions technico-économiques pérennes;
- l'absence de plan de surveillance des substances dangereuses dans l'eau (commande en cours);
- l'absence de maîtrise des risques de pollutions accidentelles liée à l'absence de rétention.

Sur les aspects sécuritaires, l'exploitant devra s'assurer de la mise en place de dispositifs de sécurité et antichute (barreaux antichute, gardes corps, ...), en lien avec les éléments présentés par le bureau d'étude CYCL'EAU le 27/09/2022.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La présente décision est délivrée au titre du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, les activités relèvent de la rubrique ci-dessous : - Rubrique de la nomenclature : 2750 – Station d'épuration collective d'eaux résiduelles industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation. - Régime : Autorisation
Constats : La station d'épuration collective des Landes d'Ifflet reçoit des effluents non domestiques de plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement: SAS Kervalis Armor (IED); LAIT'SPRIT D'ETHIQUE; Lavage Industriel Plastique (LIP); Trémoré conditionnement (ex: Matines). Elle collecte également les eaux usées du transporteur OLANO et de la station de lavage Les Trois Moineaux. A ce titre, elle est classée à la rubrique n° 2750 sous le régime de l'autorisation. Cependant, la STEP collective reçoit des effluents d'au moins une installation IED, la société Kervalis Armor, autorisé au titre de la rubrique n°3642-3. Dans ce cadre, la station d'épuration des Landes d'Ifflet devrait être classée au titre des rubriques n°2750 et 3710 (Traitement des eaux résiduelles dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V). Comme indiqué dans le courriel de l'inspection en date du 21/10/2022, les nouvelles conclusions sur les MTD relatives aux industries du secteur agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 sont parus par décision n°2019/2031 du 12/11/2019. La procédure de réexamen était donc déclenchée à la publication de cette décision. Ce dossier de réexamen n'a pas été déposé par l'exploitant.
Observations : L'exploitant devra s'engager pour le dépôt d'un dossier de réexamen dans les meilleurs délais, en application de l'article R.515-72 du code de l'environnement, qui permettra de positionner l'installation, ses conditions d'exploitation et ses émissions par rapport aux MTD du secteur et par rapport aux performances associées, notamment les niveaux d'émission associés ou NEA-MTD. l'article R. 515-72.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Schéma des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux datant de 2001 n'est pas à jour.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection, des plans à jour de la station d'épuration reprenant l'ensemble des équipements, des 7 lagunes et des réseaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : Les dispositifs de rejets sont correctement aménagés (cf.photos n°1 et 2). L'aspect visuel de l'eau rejetée est normal et ne présente pas de trace de pollutions. La canalisation de rejet est positionnée à proximité immédiate d'un tuyau d'évacuation utilisé, selon vos dires, pour la gestion des eaux pluviales de la RN165. Les abords du point de rejet sont en bon état d'entretien. Il a été constaté un écoulement anormal d'eau dans le milieu situé proche du clarificateur et du poste de réchauffage (cf.photos n°3 et 4).
Observations : L'exploitant devra: - apporter des précisions sur l'origine de l'écoulement anormal et les mesures mises en œuvre pour y remédier; - confirmer à l'inspection l'origine et l'utilisation du tuyau d'évacuation accolé à la canalisation de rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Les mesures de débit du rejet en continu et des flux de polluants sont quantifiés en sortie de lagunes et avant rejet dans le milieu naturel, par un canal de mesure correctement installé et par un échantillonneur automatique sur 24h fixe, asservi au débit, multi-flacons et à température réfrigérée (+3°C). Les installations de mesures de débit sont accessibles et l'implantation permet des interventions en toute sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m3. (...) Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : La mesure du débit est réalisée en continu du rejet. L'installation ne dispose pas de sonde température (non exigé dans l'AP), le pH est mesuré sur l'échantillon journalier selon l'exploitant. Les dépassements de volume autorisés sont expliqués par l'exploitant pas une fuite au niveau d'une lagune. La réfection de la lagune interviendra lorsque celle-ci sera vide.
Observations : L'exploitant devra transmettre les justificatifs attestant de la réparation de la fuite et du respect du débit journalier rejeté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Fréquence de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Le programme de surveillance des rejets aqueux incluant la surveillance des substances dangereuses n'a pas été établi à ce jour. D'après l'exploitant un appel d'offre est lancé par Loudéac Communauté pour la réalisation d'analyses des substances dangereuses sur les eaux et les boues en 2023 (6 analyses tous les 2 mois pendant 1 an). L'exploitant précise qu'il sera en mesure de présenter un plan de surveillance actualisé en 2024 suite à ces analyses. L'exploitant veillera à ce que ces analyses soient effectuées sur des rejets représentatifs des effluents qui arrivent à la station. Il veillera à tenir compte notamment de l'évolution prochaine des rejets d'un industriel raccordé (Matines) dans la programmation de ses analyses. Il est mis en évidence une problématique sur les rejets en AOX (qui proviennent selon l'exploitant du site raccordé LIP).
Observations : L'exploitant devra confirmer le lancement des analyses pour la mise à jour du plan de surveillance. A l'issue des analyses, l'exploitant transmettra à l'inspection sa proposition de plan de surveillance des rejets aqueux comprenant la liste des substances retenues, les valeurs limites d'émissions et fréquences de surveillance associées, conformément aux dispositions des articles 32 et 60 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les propositions retenues devront être justifiées au regard notamment des résultats d'analyses effectuées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Respect VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4.6.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Caractéristiques imposées aux eaux résiduaires (cf valeurs limites d'émission)
Constats : -> Respect des valeurs limites d'émissions: (cf. restitution périodique de GIDAF en annexe au rapport). La restitution des données GIDAF sur la période de janvier à juillet 2022 montre plusieurs dépassements et non-respects des VLE pour les paramètres suivants: volume, pH, les concentrations et flux en azote et phosphore. Les causes de ces non-conformités ne sont pas clairement identifiées par l'exploitant. L'inspection constate que la DCO est analysée selon la méthode ST-DCO (ISO 15705), qui n'est pas la méthode de référence adaptée à la vérification du respect de la VLE (définie selon la méthode analytique de référence DCO NF T 90-101). Si l'exploitant souhaite poursuivre la surveillance de ses rejets avec cette méthode, un calage initial et régulier est nécessaire avec la méthode de référence NF T 90-101 (cf guide du MTE relatif aux opérations d'échantillonnage et d'analyse dans les rejets aqueux des ICPE, point 2.2.2b, disponible sur le site https://aida.ineris.fr/). -> Rendement épuratoire: L'exploitant n'était pas en mesure de transmettre les rendements épuratoires journaliers de la station. Observations : L'exploitant devra: - analyser les causes des dépassements sur les paramètres identifiés et présenter des solutions techniques pérennes envisagées pour y remédier; - transmettre à l'inspection les rendements épuratoires journaliers de la station; - effectuer un recalage régulier (a minima annuel) pour la ST-DCO s'il souhaite continuer à suivre cette méthode.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4.9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise ou fait réaliser une fois/an des prélèvements en amont immédiat et à 50m en aval du point de rejet en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau et fait des mesures des différents polluants suivants : DCO, DBO5, MES, NGL, NO2, NO3, NH4+ Les résultats de ces mesures sont envoyés à l'inspecteur des installations classées, dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.
Constats : Un suivi du milieu a été réalisé en 2022, selon l'exploitant. Les résultats n'ont pas pu être présentés le jour du contrôle.
Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection les résultats du suivi du milieu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Transmission GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/1999, article 4.9.1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats de ces mesures sont transmis mensuellement, avant le 20 du mois suivant, à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Les résultats d'autosurveillance sont transmis via l'application GIDAF par l'exploitant. Les analyses des MES sont effectuées à la fréquence hebdomadaire alors qu'elles devraient suivre une fréquence de 2 fois par semaine selon l'article 4.9 de l'AP. Les causes des dépassements ne sont pas justifiées et argumentées dans GIDAF.
Observations : L'exploitant doit renforcer la fréquence des analyses MES à 2 fois par semaine et justifier les dépassements des valeurs limites d'émission sous GIDAF.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Accréditation si autosurveillance non réalisée par l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Selon l'exploitant, les analyses réglementaires sont réalisées par le laboratoire LABOCEA (22), agréé pour l'ensemble des paramètres sur la matrice eaux résiduelles. Des analyses supplémentaires (servant à piloter la station) sont effectuées en interne (DCO, NTK, NGL, NO ₂ , NO ₃ , Pt).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : La vérification du bon fonctionnement du dispositif métrologique (débitmètre, préleveur) est réalisé annuellement par l'ADAC (Agence Départementale d'Appui aux collectivités des Côtes d'Armor - mission d'assainissement collectif). Cet organisme n'est pas accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025.
Observations : L'exploitant devra faire vérifier son dispositif métrologique (débitmètres et échantillonneurs) par un organisme accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour l'échantillonnage automatique avec asservissement au débit sur la matrice "eaux résiduelles" en vue d'analyse physico-chimique selon la norme FDT-90-523-2.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; - dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
Constats : La cuve de méthanol n'est pas placée sur rétention et présente, en cas de rupture d'ouvrage, un risque de pollution des eaux et des sols. (cf.photos n°6 et 7). Par ailleurs des containers IBC contenant du floculant (ADIFOAM AMP621) n'étaient pas placés sur rétention (cf.photo n°8 et 9).
Observations : L'exploitant transmettra des photos à l'inspection permettant d'attester que la cuve et les containers concernés sont désormais bien placés sur rétention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet